

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS LA RUE LE 19 JANVIER !

Alors que l'emploi des seniors est un problème jamais traité, que l'inégalité hommes-femmes persiste et que de nombreux travailleurs sont à 60 ans brisés physiquement ou psychologiquement par des conditions de travail sans cesse

dégradées, Macron prétend nous faire passer à 64 ans (dans un premier temps) et 43 annuités et refuse que l'on parle de «pénibilité» au travail car «il induit que le travail est une douleur» (sic).



NOTRE RÉPONSE EST NON.

NON, NOUS REFUSONS l'âge de départ à la retraite à 64 ans.

NON, NOUS REFUSONS l'augmentation du nombre de trimestres pour obtenir une retraite à taux plein.

NON, NOUS REFUSONS de considérer qu'une retraite à 1200 euros, à peine au dessus du seuil de pauvreté, est acceptable, de surcroît dans le contexte d'augmentation massive du coût de la vie.

- retour à un départ à 60 ans et à 37,5 annuités
- pension minimum au niveau du SMIC à 2 000€,
- égalité professionnelle femmes-hommes (5,5 milliards de ressource en plus)
- fin des exonérations de cotisations patronales et hausse du taux de celles-ci
- prise en compte des années d'études,
- un plan d'urgence dans l'éducation nationale : titularisation sans conditions de tous les précaires et recrutement massif de personnels titulaires
- aucune suppression de postes
- hausse immédiate de tous les salaires de 400 euros et une augmentation de 20% du point d'indice

ROUEN 10h Crs clémenceau
le HAVRE 10h00 Franklin
DIEPPE 10h30 gare
LILLEBONNE 14h30 mairie

La CGT Educ'action 76 appelle à amplifier le mouvement dès la semaine prochaine et défendra en intersyndicale et dans les AG une date de mobilisation dès la semaine du 23 janvier.



NON, LE SYSTÈME PAR RÉPARTITION N'EST PAS EN DANGER !

Le gouvernement Macron prétend que la réforme des retraites qu'il veut imposer est une nécessité. Pour qui ? Pour les fonds de pension sans doute, mais pas pour les travailleurs du public comme du privé. Borne argue d'un déficit vers 2027 de 12 milliards d'euros. De qui se moque-t-on ? Une diminution des exonérations patronales qui coûtent plus de 60 milliards chaque année ou une augmentation des impôts de production, ainsi que de véritables augmentations de salaire, suffiraient à combler ce déficit ponctuel. Seulement le gouvernement ne veut pas en entendre parler, comme il refuse de tenir compte des propositions de la CGT. C'est que ce trou n'en est pas un, mais une porte ouverte vers une nouvelle attaque de casse des conquits sociaux et des politiques publiques : baisser au maximum les dépenses publiques en continuant à exonérer massivement les capitalistes des parts patronales, aggraver encore la disproportion entre le capital et le travail dans la répartition de la valeur ajoutée pour qu'une part de plus en plus faible des richesses aille aux salarié.e.s.

Dans l'éducation nationale, créer des postes statutaires et augmenter les salaires, c'est consolider le financement des retraites, satisfaire les besoins de la population et reconnaître les personnels.

Le mois de janvier est désormais pour le personnel enseignant synonyme de sinistrose avec l'annonce des DHG toujours en baisse. Là encore, l'objectif gouvernemental est le même : arracher à l'Education nationale ce qui ne l'a pas encore été, réduire le mammoth jusqu'à l'os. Attaque frontale contre l'enseignement professionnel, réforme du lycée perpétuée et confortée par Pap Ndiaye, nouvelle réforme du collège annoncée... il faut encore réduire les fonds octroyés à l'enseignement public et renforcer l'intrusion du privé. Déjà 109 postes supprimés annoncés dans le secondaire et 99 dans le primaire en Normandie !

L'objectif de Macron et ses ministres est clair : augmenter les bénéfices du patronat et des actionnaires en réduisant à peau de chagrin les services publics et les conquits sociaux, nous forcer à travailler toujours plus pour gagner toujours moins, en laissant de plus en plus les fragiles sur le bord de la route.

AESH : ENCORE ET TOUJOURS DES PROMESSES !

Dans le (mauvais) système actuel un·e AESH aurait, sur la base d'une carrière complète à temps complet, une retraite autour de 900€. Pour beaucoup, ce sera l'allocation de solidarité aux personnes âgées comme seule perspective de revenus pour la retraite. Le projet de réforme Macron n'améliorera rien pour ces personnels. Il ment en promettant 1100€ minimum car ce montant est calculé sur une carrière complète à temps complet. Carrière que les AESH n'ont pas jusqu'à présent...

1200 EUROS DE RETRAITE MINIMALE !?

Non seulement les 1200 euros de retraite minimale sont insuffisants, mais ils ne concerneront que ceux ayant une carrière complète (43 annuités)

POUR LES PRÉCAIRES, ce sera non !
POUR LES CARRIÈRES « HACHÉES », ce sera non !
APRÈS DE LONGUES ÉTUDES, ce sera non !

ORGANISONS-NOUS ET LUTTONS TOUS ENSEMBLE !

Il est plus qu'urgent de se réunir, de s'organiser afin de construire un mouvement d'ampleur à cette politique de casse, de gagner le retrait de la réforme des retraites, mais aussi un véritable plan d'urgence pour l'éducation nationale et les services publics avec embauche massive des personnels.

la
cgt

ÉDUC'
ACTION



SYNDIQUEZ VOUS ! RENSEIGNEZ VOUS !
www.education7627.fr

